

# ROMAN VASSILENKO

Vice-ministre des Affaires étrangères du Kazakhstan

**Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC**

Je donne la parole à Roman Vassilenko. Le Kazakhstan est un pays au territoire immense, avec des voisins de poids, la Russie bien sûr, mais aussi la Chine. Avec le président Tokayev, vous menez une politique très audacieuse, et jusqu'à présent efficace, qui consiste vous ouvrir autant que possible, économiquement mais aussi politiquement, à l'Occident, et en particulier à l'Union européenne. Le président Tokayev était récemment en visite d'État à Paris. Vous bénéficiez donc d'une certaine expérience. Vous êtes sans doute à l'origine de ce concept de politique multi-vectorielle. Tout d'abord, pourriez-vous nous parler un peu de la situation en Ukraine ? En d'autres termes, pensez-vous qu'une évolution soit possible aujourd'hui en faveur d'une forme de diplomatie susceptible de mettre un terme à cette guerre ? Par ailleurs, pensez-vous qu'il existe encore un risque d'escalade, même si l'élection de Trump a probablement réduit cette probabilité ? Quelle est votre analyse à ce jour ?

**Roman Vassilenko, vice-ministre des Affaires étrangères du Kazakhstan**

Merci beaucoup, cher Thierry de Montbrial. Avant de parler de l'Ukraine, puis-je expliquer les raisons de cette diplomatie multi-vectorielle et pourquoi le Kazakhstan ? Pour commencer, je m'inscris un peu en faux contre les propos que vous avez tenus tout à l'heure sur le fait de prendre parti et de forcer les pays à prendre parti. Nous considérons qu'il n'existe qu'une seule partie : la communauté internationale. J'aimerais encore croire que nous formons toujours une communauté internationale. Le seul camp que nous devrions tous adopter est celui de la coopération, contre celui de la confrontation ; celui du droit international, contre celui de l'anarchie ; celui du bénéfice mutuel bénéfique pour tous, contre celui de l'exclusion mutuelle et des jeux à somme nulle. C'est l'approche que nous poursuivons depuis 30 ans.

Lorsque vous parliez du Kazakhstan, qui a forgé cette notion il y a 30 ans, j'ai eu un flash et j'ai pensé à un habitat typiquement kazakh, autrement dit, une yourte. Une maison ronde en feutre, dépourvue d'angles. Prendre des virages et aller dans les coins, comme sur un ring de boxe, est viscéralement étranger à la mentalité du Kazakhstan. C'est peut-être la raison pour laquelle, vivant au milieu d'une masse continentale aussi vaste, parmi des voisins encore plus immenses, nous avons poursuivi cette politique étrangère multilatérale, multi-vectorielle, pragmatique et constructive depuis notre indépendance. De ce fait, nous avons jusqu'à présent évité de nous retrouver en situation d'avoir des relations tendues, voire mauvaises, avec quelque pays du monde que ce soit, y compris nos voisins. Naturellement, nous en sommes fiers, et évidemment nous estimons que cette expérience peut être partagée.

Bien entendu, chaque pays a ses propres expériences. Chaque pays a une situation géographique différente et des voisins différents. En revanche, les défis se ressemblent. Je

pense que la réponse passera forcément par un plus grand engagement et par une recherche accrue de cette coopération mutuellement bénéfique. Une telle coopération est toujours possible et je suis d'accord avec vous pour dire que cette guerre en Ukraine n'aurait jamais dû se produire et qu'elle aurait pu être évitée. Je ne parle pas d'apaisement, mais d'engagement constructif, d'écoute et de prise en compte de ce que l'autre partie a à dire. En tant que réalistes et pragmatiques, nous pensons qu'il existe encore une chance que la situation évolue selon le premier scénario que vous avez esquissé dans vos remarques préliminaires. À savoir que l'on reconnaît de plus en plus, tant en Russie qu'en Ukraine et en Occident, qu'il est intenable de poursuivre cette guerre. Sinon, la guerre se poursuivra jusqu'au dernier Ukrainien. Est-ce là ce que veut l'Occident ? Je ne le crois pas.

Vous avez cité Donald Trump. Oui, tout le monde est dans l'expectative de ce qui se passera le 20 janvier lorsqu'il entrera en fonction. Je continue de penser, malgré le manque de clarté quant à ce que Trump souhaite proposer en tant que dirigeant des États-Unis, que le changement d'approche plutôt radical que lui et son administration vont apporter portera ses fruits et agira comme un électrochoc sur cette situation. Pendant très longtemps, la devise de l'Occident a été de rester aux côtés de l'Ukraine aussi longtemps que nécessaire. C'est une excellente devise, mais aussi longtemps que nécessaire pour atteindre quel but au juste ? Trump et son administration semblent résolus à chercher des solutions. J'espère qu'ils le feront en collaboration avec l'Union européenne et l'Ukraine car je crois que la Russie se rend compte que cette guerre peut s'éterniser. Je me suis récemment rendu à Moscou, et, dans leur point de vue, cette prise de conscience est palpable. Toutefois, je pense qu'il y aura des défis bien plus graves à relever sur le plan économique et que la Russie serait elle aussi intéressée par une forme de règlement.

C'est exactement ce que le président Tokayev a mentionné publiquement, y compris lorsqu'il a rencontré Olaf Scholz, puis plus tard Emmanuel Macron à Paris. En tant que pays qui entretient des liens avec la Russie, l'Ukraine et l'Occident, nous sommes prêts à jouer un rôle si on nous le demande, si on a besoin de nous dans cette salle, même s'il s'agit de servir le thé, afin de servir de plateforme à ces pourparlers de paix. Nous pensons que la seule solution est celle de la diplomatie.